

ANNEXE-ACTIVITE EN ILÔTS, George Sand et l'Empire

1) Déroulement

- Activité en îlots.
- Chaque groupe d'élève étudie une lettre de George Sand dont il aura au préalable défini le destinataire et le contexte afin de compléter 2 organigrammes, l'un sur le régime autoritaire, le second sur la politique de grandeur nationale.
- un travail de différenciation peut être envisagé: pour certains groupes, la lettre est utilisée comme exemple pour illustrer l'organigramme dont les éléments essentiels sont donnés, pour d'autres elle sert également à dégager les caractéristiques du régime.

2) Objectifs et capacités travaillées

- Définir les caractéristiques du régime autoritaire
- Décrire la politique de grandeur de l'empire (politique extérieure, prospérité économique)
- Etudier des sources, analyser de manière approfondie et critique des documents variés.
- Contextualiser ces sources en identifiant différentes périodes historiques

3) Corpus

Sélection de lettres de George Sand disponibles sur Wikisource

Correspondance de George Sand	Thèmes principaux abordés
AU PRINCE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Paris, 20 janvier 1852	Proscrits/répression/surveillance ou menaces sur George Sand/pouvoir de Louis-Napoléon Bonaparte
À M. JULES HETZEL, À PARIS, Paris, 20 février 1852	Exil/Atteintes contre la liberté de la presse/pouvoir de Louis-Napoléon Bonaparte
À JOSEPH MAZZINI, À LONDRES, Nohant, 23 mai 1852.	Censure/surveillance/suffrage universel
À M. CALAMATTA, À BRUXELLES, Nohant, 6 avril 1857.	Atteinte à la liberté d'expression/anticléricalisme de G.Sand
À SA MAJESTÉ L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE, Nohant, 9 décembre 1857.	Mesures contre la presse/rôle de l'impératrice
À M. FERRI-PISANI, À PARIS, Nohant, 21 octobre 1858.	Politique algérienne de l'Empire
À M. CHARLES DUVERNET, À NEVERS, Nohant, 7 janvier 1860	Politique extérieure de l'Empire/diplomatie
À MAURICE SAND, À NOHANT, Paris, 1 ^{er} février 1866.	La prospérité économique (modernisation des moyens de communication)
À M. JOSEPH DESSAUER, À VIENNE, Nohant, 5 juillet 1866.	Politique extérieure de l'Empire/La vie mondaine

**AU PRINCE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

Paris, 20 janvier 1852.

Prince,

Je vous ai demandé une audience ; [...]

Prince, ma famille est dispersée et jetée à tous les vents du ciel. Les amis de mon enfance et de ma vieillesse, ceux qui furent mes frères et mes enfants d'adoption sont dans les cachots ou dans l'exil : votre rigueur s'est appesantie sur tous ceux qui prennent, qui acceptent ou qui subissent le titre de républicains socialistes. .

[...]. J'ose donc vous dire : Croyez-moi, prince, ôtez-moi votre indulgence si vous voulez, mais croyez-moi, votre main armée, après avoir brisé les résistances ouvertes, frappe en ce moment, par une foule d'arrestations préventives, sur des résistances intérieures inoffensives, qui n'attendaient qu'un jour de calme ou de liberté pour se laisser vaincre moralement. Et croyez, prince, que ceux qui sont assez honnêtes, assez purs pour dire : « Qu'importe que le bien arrive par *celui* dont nous ne voulions pas ? pourvu qu'il arrive, béni soit-il ! » c'est la portion la plus saine et la plus morale des partis vaincus ; c'est peut-être l'appui le plus ferme que vous puissiez vouloir pour votre œuvre future. [...] Eh bien, ce sont ceux-là qu'on inquiète et qu'on emprisonne sous l'accusation flétrissante — ce sont les propres termes des mandats d'arrêt — « d'avoir poussé leurs concitoyens à commettre des crimes ». [...] Tous les jours, dans les temps d'agitation et de colère, il se commet de fatales méprises. Et je vous dis : Les prisons et l'exil vous rendraient des forces vitales pour la France ; [...]

— Assez, assez, vainqueur ! épargne les forts comme les faibles, épargne les femmes qui pleurent comme les hommes qui ne pleurent pas ; sois doux et humain, puisque tu en as envie. Tant d'êtres innocents ou malheureux en ont besoin ! Ah ! prince, le mot « déportation », cette peine mystérieuse, cet exil éternel sous un ciel inconnu, elle n'est pas de votre invention ; si vous saviez comme elle consterne les plus calmes et les hommes les plus indifférents. La proscription hors du territoire n'amènera-t-elle pas peut-être une fureur d'émigration que vous serez forcé de réprimer. Et la prison préventive, où l'on jette des malades, des moribonds, où les prisonniers sont entassés maintenant sur la paille, dans un air méphitique, et pourtant glacés de froid ? Et les inquiétudes des mères et des filles, qui ne comprennent rien à la raison d'État, et la stupeur des ouvrières paisibles, des paysans, qui disent : « Est-ce qu'on met en prison des gens qui n'ont ni tué ni volé ? Nous irons donc tous ? Et cependant, nous étions bien contents quand nous avons voté pour lui. »

Est-ce que ceux qui vont périr à Cayenne ou dans la traversée ne laisseront pas un nom dans l'histoire, à quelque point de vue qu'on les accepte ? Si, rappelés par vous, par un acte non de pitié mais de volonté, ils devenaient inquiétants (ces trois ou quatre mille, dit-on) pour l'élu de cinq millions, qui blâmerait alors votre logique de les vouloir réduire à l'impuissance ? Au moins, dans cette heure de répit que vous auriez donnée à la souffrance, vous auriez appris à connaître les hommes qui aiment assez le peuple pour s'annihiler devant l'expression de sa confiance et de sa volonté.

Amnistie ! amnistie bientôt, mon prince ! [...]. Prince, j'aurais pu fuir à l'étranger lorsqu'un mandat d'amener a été lancé contre moi, on peut toujours fuir ; j'aurais pu imprimer cette lettre en factum pour vous faire des ennemis, au cas où elle ne serait pas même lue par vous. Mais, quoi qu'il en arrive, je ne le ferai pas. Il y a des choses sacrées pour moi, et, en vous demandant une entrevue, en allant vers vous avec espoir et confiance, j'ai dû, pour être loyale et satisfaite de moi-même, brûler mes vaisseaux derrière moi et me mettre entièrement à la merci de votre volonté.

GEORGE SAND.

À JOSEPH MAZZINI, À LONDRES

Nohant, 23 mai 1852.

Cher ami,

Je ne voudrais pas vous écrire en courant, et pourtant, ou il faut que je vous écrive trop vite, ou il faut que je ne vous écrive pas ; car le temps me manque toujours et je ne puis arriver à une seule journée où je ne sois pas talonnée, ahurie par un travail pressé, des affaires à subir, ou quelque service à rendre. Ma santé, ma vie y succombent. Ne me grondez pas par-dessus le marché.

On a tort de s'irriter dans les lettres contre ceux qu'on aime. Il est évident pour moi que, dans votre dernière, vous faites un malentendu énorme de quelque réflexion que je ne peux me rappeler assez textuellement pour m'expliquer votre erreur. Mais ce que vous me faites dire, je ne vous l'ai pas dit comme vous l'entendez, j'en suis certaine, ou bien votre colère serait trop juste. Vraiment, cher ami, la douleur vous rend irritable et ombrageux, même avec les cœurs qui vous aiment et vous respectent le plus. Qui vous dit que travailler pour votre patrie est une vaine gloire, et que je vous accuse de gloriole ?

[...] Je ne sais ce que j'ai dit ; mais je veux être pendue si j'ai pu vouloir dire autre chose, et s'il y a là dedans un reproche, un doute pour vous ; je ne vous comprends pas de vous fâcher ainsi contre moi, quand j'ai si rarement le bonheur de pouvoir causer avec vous ; quand il est si chanceux d'y parvenir sans que les lettres soient interceptées ; quand des semaines et des mois doivent se passer sans que j'aie d'autre souvenir de vous qu'une lettre de reproches trop véhéments et nullement mérités. Je n'ai pas reçu l'article que vous m'avez envoyé. Je crois l'avoir lu en entier dans un extrait de journal qu'on m'avait envoyé de Belgique quelque temps auparavant, lorsque j'étais à Paris. J'ignore si on m'a envoyé la réponse collective dont vous vous plaignez. Je n'ai rien reçu ; une lettre que m'avait écrite Louis Blanc, et dont il me parle aujourd'hui dans une autre lettre étrangère à toute politique, a été saisie apparemment par la police : je ne l'ai pas reçue. J'ai cherché dans les journaux que je suis à même de consulter ici cette réponse, tronquée ou non. Je ne l'ai point trouvée. [...]

Pour le moment, ce n'est pas facile, puisque je ne peux me procurer ce malheureux écrit, et que, d'ailleurs, les correspondances sont si peu sûres. Il est affreux de penser que nous ne pouvons laver notre linge en famille, et que nos épanchements les plus intimes peuvent réjouir la police de nos persécuteurs les plus acharnés. [...]

Écoutez-moi, mon ami ; ce que je vais vous dire est très différent de ce que vous disent probablement mes amis à Londres et en Belgique. À coup sûr, c'est tout à fait l'exposé de ce que pensent la plupart de mes amis et connaissances politiques en France.

Nous sommes vaincus par le fait, mais nous triomphons par l'idée [...]. La France a conquis la sanction, la vraie, la seule sanction légitime de tous les pouvoirs, l'élection populaire, la délégation directe. « C'est l'enfance de la liberté, » dit-on ? Oui, c'est vrai, la France électorale marche comme l'enfance, mais elle marche ; aucune autre nation n'a encore marché aussi longtemps dans cette voie nouvelle, l'élection populaire ! La France va probablement voter l'empire à vie, comme elle vient de voter la dictature pour dix ans ; et je parie qu'elle sera enchantée de le faire ; c'est si doux, si flatteur pour un ouvrier, pour un paysan, de se dire, dans son ignorance, dans sa naïveté, dans sa bêtise, si vous voulez : « C'est moi maintenant qui fais les empereurs ! »

On vous a dit que le peuple avait voté sous la pression de la peur, sous l'influence de la calomnie. Ce n'est pas vrai. Il y a eu terreur et calomnie avec excès ; mais le peuple eût voté sans cela comme il a voté. En 1852, ce 1852 rêvé par les républicains comme le terme de leurs désirs et le signal d'une révolution terrible, la

déception eût été bien autrement épouvantable qu'elle ne l'est aujourd'hui. Le peuple eût probablement résisté à la loi du suffrage restreint, il eût voté envers et contre tous ; mais pour qui ?

Pour Napoléon, qui avait pris les devants, avec un à-propos incontestable, en demandant le retrait de cette loi à son profit, et qui, certes, ne l'eût pas demandé s'il n'eût été sûr de son affaire.

Le peuple est ignorant, borné comme science, comme prévision, comme discernement politiques. Il est fin et obstiné dans le sentiment de son droit acquis. Il avait élu ce président à une grande majorité. Il était fier de son œuvre..., il avait tâté sa force. Il ne l'eût pas compromise en éparpillant ses voix sur d'autres candidats. Il n'avait qu'un but, qu'une volonté sur toute la ligne : se grouper en faisceau immense, en imposante majorité pour maintenir sa volonté. Un peuple n'abandonne pas en si peu d'années l'objet de son engouement, il ne se donne pas un démenti à lui-même. Depuis trois ans, la majorité du peuple de France n'a pas bronché. Je ne parle pas de Paris, qui forme une nation différente au sein de la nation, je parle de cinq millions de voix au moins, qui se tenaient bien compactes sur tous les points du territoire, et toutes prêtes à maintenir le principe de délégation en faveur d'un seul. Voilà la seule lumière que la masse ait acquise, mais qui lui est bien et irrévocablement acquise. C'est sa première dent. Ce n'est qu'une dent, mais il en poussera d'autres, et le peuple, qui apprend aujourd'hui à faire les empereurs, apprendra fatalement par la même loi à les défaire.

Notre erreur, à nous socialistes et politiques, tous tant que nous sommes, a été de croire que nous pouvions en même temps initier et mettre en pratique. Nous avons tous fait une grande chose, et il faut qu'elle nous console de tout : nous avons initié le peuple à cette idée d'égalité des droits par le suffrage universel. Cette idée, fruit de dix-huit ans de luttes et d'efforts, sous le régime constitutionnel, idée déjà soulevée sous la première révolution, était mûre, tellement mûre, que le peuple l'a acceptée d'emblée et qu'elle est entrée dans sa chair et dans son sang en 1848. Nous ne pouvions pas, nous n'aurions pas dû espérer davantage.

De la possession d'un droit à l'exercice raisonnable et utile de ce droit, il y a un abîme. Il nous eût fallu dix ans d'union, de vertu, de courage et de patience, dix ans de pouvoir et de force, en un mot, pour combler cet abîme. Nous n'avons pas eu le temps, parce que nous n'avons pas eu l'union et la vertu ; mais ceci est une autre question.

Quelle que soit la cause, le peuple, depuis trois ans, n'a fait que reculer dans la science de l'exercice de son droit ; mais aussi il a avancé dans la conscience de la possession de son droit. Ignorant des faits et des causes, trop peu capable de suivre et de discerner les événements et les hommes, il a jugé tout en gros, en masse. Il a vu une assemblée élue par lui se suicider avec rage, plutôt que de laisser vivre le principe du suffrage universel. Un dictateur s'est présenté les mains pleines de menaces et de promesses, criant à ce peuple incertain et troublé : « Laissez-moi faire, je vais châtier les assassins de votre droit ; donnez-moi tous les pouvoirs, je ne veux les tenir que de vous, de vous tous, afin de consacrer que le premier de tous ces pouvoirs, c'est le vôtre ! » Et le peuple a tendu les mains en disant : « Soyez dictateur, soyez le maître. Usez et abusez ; nous vous récompensons ainsi de votre déférence. »

Cela, voyez-vous, c'est dans le caractère de la masse, parce que c'est dans le caractère de tout individu formant la masse de ce prolétariat dans l'enfance. Il a les instincts de l'esclave révolté, mais il n'a pas les facultés de l'homme libre. Il veut se débarrasser de ses maîtres, mais c'est pour en avoir de nouveaux ; fussent-ils pires, il s'en arrangera quelque temps, pourvu que ce soit lui qui les ait choisis. Il croit à leur reconnaissance, parce qu'il est bon, en somme !

Voilà la vérité sur la situation. On ne corrompt pas, on n'épouvante pas une nation en un tour de main. Ce n'est pas si facile qu'on croit ; c'est même impossible. Tout le talent des usurpateurs est de tirer parti d'une situation ; ils n'en auront jamais assez pour créer du jour au lendemain cette situation.

[...] À présent, écoutez, mon ami, écoutez encore, car ce que je vous dis, ce sont des faits, et la passion les nierait en vain. Ils sont clairs comme le soleil. Cinq à six millions de votants, représentant la volonté de la France en vertu du principe du suffrage universel (je dis cinq à six millions pour laisser un ou deux millions de voix aux éventualités de la corruption et de l'intimidation), cinq à six millions de voix ont décidé du sort de la France.

Eh bien, sur ce nombre considérable de citoyens, cinq cent mille, *tout au plus*, connaissent les écrits de Leroux, de Cabet, de Louis Blanc, de Vidal, de Proudhon, de Fourier, et de vingt autres plus ou moins socialistes dans le sens que vous signalez. Sur ces cinq cent mille citoyens, cent mille tout au plus ont lu attentivement et compris quelque peu ces divers systèmes ; aucun, j'en suis persuadée, n'a songé à en faire l'application à sa conduite politique. Croire que ce soient les écrits socialistes, la plupart, trop obscurs, et tous trop savants, même les meilleurs, qui ont influencé le peuple, c'est se fourrer dans l'esprit gratuitement la plus étrange vision qu'il soit possible de donner pour un fait réel.

Vous me direz peut-être que ces écrits ont déterminé des abstentions nombreuses ; je vous demanderais si c'est probable, et pourquoi cela serait-il ? L'abstention, là où elle se décrète, n'est jamais qu'une mesure politique, une protestation ou un acte de prudence pour éviter de se faire compter quand on se sait en petit nombre. Les partisans de la politique pure se sont abstenus peut-être plus encore que les socialistes, dans les dernières élections. En de certaines localités, on s'est fait un devoir de s'abstenir ; en de certaines autres, on a risqué le contraire, sans que, nulle part, on se soit divisé sur l'opportunité du fait, au nom du socialisme ou de la politique.

[...] Et voilà un homme sans tache qui vient prononcer que par ici il y a des braves, par là des endormis ; qu'il existe en France un parti d'union, d'amour, de courage, d'avenir, au détriment de tous les autres ! Osez donc le nommer, ce parti ! Un immense éclat de rire accueillera votre assertion. Non, mon ami, vous ne connaissez pas la France. Je sais bien que, comme toutes les nations, elle pourrait être sauvée par une poignée d'hommes vertueux, entreprenants, convaincus. Cette poignée d'hommes existe. Elle est même assez grosse. Mais ces hommes isolément ne peuvent rien. Il faut qu'ils s'unissent. Ils ne le peuvent pas. C'est la faute de celui-ci, tout comme la faute de celui-là ; c'est la faute de tous, parce que c'est la faute du temps et de l'idée. Voyez, vous-même, vous en êtes, vous voulez les réunir, et en criant : *Unissez-vous !* vous les indignez, vous les blessez. Vous êtes irrité vous-même, vous faites des catégories, vous repoussez les adhésions, vous semez le vent, et vous recueillez des *tempêtes*.

Adieu ; malgré cela, je vous aime et vous respecte

À M. CHARLES DUVERNET, À NEVERS

Nohant, 7 janvier 1860.

Mon vieux ami,

Je te remercie d'avoir pensé à moi au nouvel an, et je t'envoie tous mes vœux et toutes nos tendresses. Nohant félicite Nevers des grâces, talents et vertus de monsieur ton petit-fils. C'est une grande consolation que ce petit être apporte, en venant au monde, à travers tant de peines qui vous ont frappé et que sa présence a le don d'alléger sans qu'il s'en doute, lui qui n'a eu que celle de naître pour faire des heureux. Dis à ma petite Berthe combien je me réjouis pour elle, et que je lui promets d'admirer avec enthousiasme jusqu'au moindre pet de son cher trésor ! Je vois aussi Eugénie en extase et Cyprien en idiotisme comme tu me les dépeins. J'attends la belle saison avec impatience pour me joindre à ce concert d'adorations.

Quels temps nous avons eus ! froid de Sibérie, neige, chaleur de mai, déluge, tempêtes à décorner les bœufs, éclairs et tonnerre, tout cela dans un mois, c'est à croire le bon Dieu fou. Et, dans le monde politique, il se fait aussi trente-six sortes de temps. Voilà notre drôle de corps d'empereur qui abandonne son petit pape mignon, qui serre l'Angleterre contre son cœur, et qui, après avoir convoqué l'Europe à déjeuner, lui fait entendre que la marmite est renversée et qu'elle peut rester chez elle. Tout cela ne me frappe pas d'admiration, bien que je m'en réjouisse ; mais il me semble que ce sont des solutions arrachées par le caprice, et qu'il y a, dans tout cet imprévu, trop de bizarrerie. Si c'est de la finasserie, ça ne vaut pas mieux. Du courage et de la franchise dès le commencement des querelles eussent peut-être évité la guerre. Un gouvernement qui a des principes et qui n'en change pas toutes les semaines n'a pas besoin de tant de sang et d'argent pour se faire respecter. C'est une politique de surprises qui fait le prestige de ce règne. C'est drôle, mais ça n'est pas si fort que ça en a l'air.

Au milieu de tout ça, je crains pour lui le poignard des jésuites, et je désirerais pourtant qu'il y eût de leur part une tentative (avortée) qui lui fît ouvrir les yeux tout à fait sur cette bonne petite Église, qu'il a tant cajolée et qui l'a toujours payé de sa haine.

Donne-moi quelquefois de vos nouvelles à tous, mon cher vieux.

J'ai fini ton roman dans *l'Europe artiste*, et je l'ai trouvé très amélioré comme style, et intéressant.

Nous nous portons tous bien et nous vous envoyons à tous mille bonnes et fidèles amitiés.

G. SAND.

À MAURICE SAND, À NOHANT

Paris, 1^{er} février 1866.

Me voilà recasée aux Feuillantines. J'ai fait un très bon voyage : un lever de soleil fantastique, admirable, sur la vallée Noire : tous les ors pâles, froids, chauds, rouges, verts, soufre, pourpre, violets, bleus, de la palette du grand artisan qui a fait la lumière ; tout le ciel, du zénith à l'horizon, était ruisselant de feu et de couleur ; la campagne charmante, des ajoncs en fleurs autour de flaques d'eau rosée.

Il faisait si doux, même à sept heures du matin, que j'ai voyagé avec les vitres baissées. La route est très dure ; mais on y promène de grands rouleaux de fonte et elle sera bientôt belle ; j'avais un bon postillon et de bons chevaux.

À Châteauroux, surprise agréable : mes vieux Vergne, qui partaient pour Paris et avec qui j'ai eu le plaisir de voyager.

À la gare, ici, j'ai trouvé les Boutet ; j'ai dîné avec les Africains. J'ai vu le soir les Lambert et Marchal ; j'ai bien dormi, je n'ai pas eu la moindre fatigue.

Il vient de m'arriver une dépêche télégraphique. Ça m'a fait une peur atroce : j'ai cru que Lina était retombée malade. Ça arrive tout bonnement de Neuilly : c'est Alexandre qui vient dîner avec moi. Nouveau système de correspondance, que je ne m'explique pas encore : la dépêche est imprimée par l'appareil télégraphique. *Ils se z'inventeriont le diable !*

Méfie-toi de ce trop joli temps traître. À Paris, il fait doux ; mais on n'aperçoit pas le soleil, je l'ai laissé dans la vallée Noire, et j'ai trouvé ici la boue et la pluie.

Bige ma Cocote pour moi, et mon Aurore, et Calamatta.

Et je te *bige* mille fois toi-même. Écris souvent.

À M. JOSEPH DESSAUER, À VIENNE

Nohant, 5 juillet 1866.

Mon Favilla a donc pensé à moi pour mon anniversaire de la soixante-deuxième ? J'en suis bien touchée, excellent ami. Vous ne dites rien de votre santé, votre cœur absorbe tout et il est navré des dangers de la patrie. Nous comprenons ça, nous qui sommes Italiens, mais pas Prussiens du tout. Quelle effroyable mêlée est sortie de ce petit démêlé du Holstein, et où est l'issue ? Votre pays, fût-il écrasé, peut-il être rayé de la carte du monde, où il tient une si grande place ? Trouvez-vous malheureux pour lui qu'il vienne à perdre la Vénétie ? L'Italie n'a-t-elle pas toujours été une ruine et un danger, un boulet à son pied, comme maintenant l'Algérie au nôtre. On ne s'assimile jamais des nationalités aussi tranchées ; on comprend mieux l'assimilation des pays slaves, quoique difficile encore. Mais que faire à tout cela ? Le moment semble venu où il faut que les conquêtes soient des fléaux. La France s'en mêlera-t-elle ? pour qui ? avec qui ? On la voit bien soutenant l'Italie, on ne la conçoit pas aidant la Prusse. Et, ici, nul ne sait si elle aidera quelqu'un. Le chef de l'État est d'autant plus impénétrable qu'il vit, dit-on, au jour le jour dans sa pensée et qu'on ne peut deviner des projets qui n'existent pas. Je vous dis ce qu'on dit, je suis loin de tout ici et ne sais rien par moi-même. Je vois pousser ma petite-fille, qui est belle et douée et qui me console autant que possible de la cruelle mort de son frère. Mes enfants sont aussi heureux qu'ils peuvent l'être après cette douleur, et, moi qui ai perdu mon pauvre ami, je me réconforte auprès d'eux. Nous *jouissons* d'un été horrible, tempêtes diluviennes, chaleur écrasante, froid tout à coup. Pauvres soldats, pauvres blessés, pauvres morts, de toutes les nations, quels qu'ils soient ! c'est un spectacle désespérant, et on n'ose se réjouir de rien, même dans le coin tranquille où on vit. Vous faites de la musique triste, j'en suis sûre, et pleine de rêves déchirants. Venez à nous qui vous aimons et qui plaignons toutes les souffrances. J'ai entendu massacrer le *Don Juan* au Théâtre-Lyrique, à l'Opéra de Paris ; on l'a escamoté au profit de quelques brillantes individualités et d'une belle mise en scène. Tout cela ne valait pas le *Don Juan* de Chrishni au piano : celui-là, c'était le vrai et le bon. L'entendrai-je encore ? c'est mon rêve, ne me l'ôtez pas.

Tout le monde vous embrasse et vous aime.

G. SAND.

GPRL
Orléans-Tours